

## **MARCHES PUBLICS DE SERVICES**

Ministère de la Justice  
Direction interrégionale des Services pénitentiaires de Paris  
Département du Budget et des Finances  
Unité des Achats et des Marchés Publics  
3, avenue de la Division Leclerc  
B.P. 103  
94267 FRESNES CEDEX  
Tél: 01 88 28 70 00

### **ANNEXE N°1 AU CCTP : TEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

#### **OBJET DU MARCHE :**

**MARCHE DE PRESTATIONS DE COORDINATION SPORTIVE A DESTINATION  
DES PERSONNES PLACEES SOUS-MAIN DE JUSTICE (P.P.S.M.J)  
DANS LES ETABLISSEMENTS DE LA DISP DE PARIS**

## SOMMAIRE

<b><u>TEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE</u></b>	<b>3</b>
1. LOI N° 98-657 DU 29 JUILLET 1998 D'ORIENTATION RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS	3
2. ARTICLES DU CODE PENITENTIAIRE :	4
3. PARAGRAPHE II.A.1 DU PROTOCOLE INTERMINISTERIEL SPORT JUSTICE DE 2021 :	4

## **TEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE**

### **1. LOI N° 98-657 DU 29 JUILLET 1998 D'ORIENTATION RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS**

#### **a) ARTICLE 140 DE LA LOI DU 29 JUILLET 1998 D'ORIENTATION RELATIVE A LA LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS**

L'égal accès de tous, tout au long de la vie, à la culture, à la pratique sportive, aux vacances et aux loisirs constitue un objectif national. Il permet de garantir l'exercice effectif de la citoyenneté.

La réalisation de cet objectif passe notamment par le développement, en priorité dans les zones défavorisées, des activités artistiques, culturelles et sportives, la promotion de la formation dans le secteur de l'animation et des activités périscolaires ainsi que des actions de sensibilisation des jeunes fréquentant les structures de vacances et de loisirs collectifs. Elle passe également par le développement des structures touristiques à caractère social et familial, par l'organisation du départ en vacances des personnes en situation d'exclusion et par leur accès aux pratiques artistique et sportive et à l'offre culturelle locale.

L'Etat, les collectivités territoriales, les organismes de protection sociale, les entreprises et les associations contribuent à la réalisation de cet objectif.

Ils peuvent mettre en oeuvre des programmes d'action concertés pour l'accès aux pratiques artistiques, sportives et culturelles, pour les besoins desquelles ils mettent en place des actions spécifiques pour les personnes en situation d'exclusion.

Au titre de leur mission de service public, les établissements culturels financés par l'Etat s'engagent à lutter contre les exclusions.

## **2. ARTICLES DU CODE PENITENTIAIRE :**

### **a) L411-1 ALINEA 1 DU CODE PENITENTIAIRE :**

« Toute personne détenue condamnée est tenue d'exercer au moins l'une des activités qui lui sont proposées par le chef d'établissement pénitentiaire et le directeur du service pénitentiaire d'insertion et de probation dès lors qu'elle a pour finalité sa réinsertion et est adaptée à son âge à ses capacités, à sa personnalité et, le cas échéant, à son handicap. »

### **b) ARTICLE D414-7 DU CODE PENITENTIAIRE :**

« Toute personne détenue est admise, sauf contre-indication médicale, à pratiquer des activités physiques et sportives. Toutefois, le chef d'établissement pénitentiaire peut interdire ces activités à une personne pour des raisons d'ordre et de sécurité »

### **c) ARTICLE D414-8 DU CODE PENITENTIAIRE :**

Une programmation d'activités physiques et sportives est mise en œuvre dans chaque établissement pénitentiaire afin de favoriser l'accès de chaque personne détenue à une pratique physique. Ce programme tend au développement des capacités physiques, motrices et relationnelles des personnes détenues. La pratique des activités physiques et sportives s'effectue en liaison avec les services compétents des ministères chargés de l'éducation nationale et de la jeunesse et des sports

## **3. PARAGRAPHE II.A.1 DU PROTOCOLE INTERMINISTERIEL SPORT JUSTICE DE 2021 :**

« Les PPSMJ, et notamment celles prises en charge dans un cadre contraint, sont tributaires de l'offre d'APS (activités physiques et sportives) proposées par l'administration. Les APS participent au bien-être des individus, à ce titre, les ministères de la Justice et des Sports affirment dans le cadre de ce protocole que la pratique d'APS pour les PPSMJ est une finalité nécessaire en soi, participant à l'amélioration des conditions de vie.